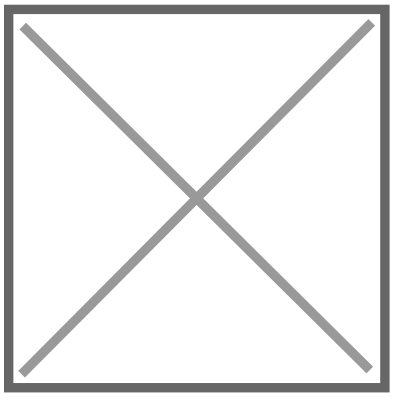
Les homosexuel/le/s en Russie: les otages parfaits

Description

On invoque aujourd'hui en Russie la «tradition» nationale et religieuse pour désigner *a contrario* l'homosexualité: la loi russe sanctionne par de lourdes amendes toute «propagande des relations sexuelles non-traditionnelles» depuis le 30 juin 2013.



Tout comme la tradition s'invente, l'histoire ne cesse d'être relue pour les besoins du moment. Aussi semble-t-il bon de revenir à grands traits sur l'histoire de l'homosexualité en Russie prise en otage par une mémoire officielle hostile. À maintes reprises, Vladimir Poutine a fustigé deux périodes de l'histoire qui *a priori* ont peu en commun: les années 1920 et les années 1990. La pénalisation de la sodomie, dont la répression n'a jamais été massive, intègre les normes législatives européennes tout en empruntant au registre religieux. Avant 1917, sa répression a pu être sélective socialement, les arrestations touchant les plus défavorisés. Toutefois, sa condamnation par l'Église orthodoxe avait toujours été bien plus faible que par le christianisme occidental.

Deux périodes de l'histoire contemporaine russe rejetées où l'homosexualité était épargnée par la loi

Une approche juridique nouvelle du genre et de la sexualité est affirmée par les Bolcheviques dès le Code pénal de 1922, qui dépénalise la sodomie en particulier et évite pratiquement toute référence au genre pour les crimes sexuels. Le régime actuel rejette l'héritage des années 1920 comme un moment de l'histoire russe ayant tenté de fonder une société laïque et émancipée des préjugés patriarcaux pour se défaire d'une très construite «tradition» russe. Vladimir Poutine insiste sur la violence employée par les Bolcheviques qu'il a accusés récemment d'avoir «trahi les intérêts nationaux» et d'avoir provoqué la guerre civile.

Afin que la Russie entre au conseil de l'Europe, Boris Eltsine légalise l'homosexualité en 1993 après qu'elle a été pénalisée en 1934. En fait, l'interdit autour de l'homosexualité s'effrite dès la fin des années 1980 et le début des années 1990, avec d'abord un groupe d'information informel (le *Gueï laboratoria*, 1984-1986) que le KGB démantèle rapidement, puis l'apparition public de militant/e/s homosexuel/le/s, d'associations et de journaux dont certains parviennent même à se faire enregistrer, c'est-à-dire à exister légalement. Néanmoins, quasi absents dans les années 1990 de l'espace public, les «démocrates sexuels» sont souvent exhibés dans la presse à scandales comme des créatures importées d'Occident aux côtés d'une marchandisation parfois brutale des corps. Le déclassement social qu'a subi une partie importante de la société russe dans les années 1990 est dénoncé par la rhétorique du régime actuel qui s'identifie à une Russie «unie», prétendument sans conflit, incarnée par une «tradition» censée servir de boussole contre la «déviation» occidentale de l'histoire russe.

La fin de l'ère Eltsine avait déjà exprimé une nostalgie de l'empire tsariste. Or, ce dernier avait trouvé un prolongement dans le régime néo-traditionaliste qu'avait mis en place Staline, pénalisant l'homosexualité dès 1934, avant l'avortement (1936). C'est donc un peu avant les grandes purges staliniennes qu'on argue que l'homosexualité constituerait une menace pour la jeunesse, qu'elle encouragerait un esprit «antiétatique» et antirévolutionnaire. Les homosexuels sont présentés alors comme des éléments étrangers portés sur l'espionnage (l'homosexuel serait traître à sa patrie, allemand et «fasciste» pour Gorki). Jusqu'en 1993, avec un nombre décroissant d'inculpations dès la fin des années 1980, un millier de personnes par an ont été arrêtées sous le chef d'accusation d'homosexualité en URSS dont certains seront libérés après 1993. À partir de la déstalinisation khrouchtchevienne et la libération partielle des Goulags, la perception

de l'homosexualité renverra au monde de la détention et de la criminalité. D'une part, on fait d'elle un crime, d'autre part, les lieux de détention surpeuplés seront régulés sexuellement par une hiérarchie forçant les plus faibles à la satisfaction sexuelle des plus forts. L'homosexualité appartient à l'imaginaire carcéral, qui constitue l'un des éléments forts de la culture populaire russe d'aujourd'hui. Elle a été en outre investie à l'époque soviétique d'un contenu moral («décadente», «perverse»), idéologique («capitaliste») et étrangère (occidentale ou asiatique). L'homosexualité féminine était ignorée même par la loi et restait dans les mains de la médecine psychiatrique. Masculine ou féminine, l'homosexualité était souvent diagnostiquée comme une «schizophrénie légère».

Un État conservateur mais une société russe bien peu «traditionnelle»

Au sommet de l'État, la «démographie» et la «défense des valeurs familiales» sont invoquées pour se prémunir d'une homosexualité prétendument corruptrice.

La loi «anti-gay» ressemble par son esprit à la clause 28 adoptée en 1988 par le Royaume-Uni (abrogée en 2003) puisqu'elle accuse l'homosexualité masculine comme féminine de faire concurrence à la famille, comprise comme uniquement hétérosexuelle, interdit son expression publique et suggère un amalgame avec la pédophilie. La législation homophobe en Russie a toujours tiré son inspiration des législations européennes. Aussi, elle n'est pas dans les termes une reprise de la législation soviétique qui condamnait l'homosexualité masculine à 5 ans de détention. Parmi ses détracteurs en Russie, cette loi a été comprise cependant en relation avec un passé soviétique répressif.

La violence que suppose le terme de «propagande» agit comme un repoussoir du passé soviétique dont le discours instamment «politique» avait fini par lasser. Le terme même de relations sexuelles «non traditionnelles» trahit une vision mythique d'une famille alors que la norme est souvent formée par des familles monoparentales.

Otages de discours moraux, idéologiques, nationalistes, religieux, juridiques, pathologisants, les homosexuel/e/s sont confinés au silence. En réalité, si l'on se fie aux enquêtes d'opinion, la société russe est moins homophobe qu'au début des années 1990 et les homosexuel/le/s ont bénéficié, comme la société russe en général de la croissance –les grandes villes russes, et surtout Saint-Pétersbourg et Moscou, sont pourvues d'une riche industrie de loisir gay (saunas, discothèques, cafés)– et surtout de l'apparition d'Internet. Néanmoins, un discours hostile les entoure et pèse de tout son poids sur la jeunesse scolarisée, sur une partie de la génération de gays et de lesbiennes de plus de 20 ans qui n'ont pas toujours «appris à avoir peur». Ce discours réveille auprès de la vieille génération des craintes d'un autre âge.

Une législation répressive qui n'a pas (encore) le dernier mot

Les conséquences de la «loi anti-gay» apparaissent aux antipodes des intentions des législateurs.

La loi «anti-gay» vise en premier lieu les militants LGBT[1] et se fixe comme but de protéger la jeunesse. Contrairement au début des années 1990 où quelques personnalités se dégageaient pour défendre les droits de ce qu'on pourrait appeler les «dissidents sexuels», la législation répressive a fait naître des vocations d'activistes et, depuis 2006, on est frappé par leur diversité, leur combativité et leur importance numérique grandissante, ainsi que par la conscience politique de certains d'entre eux.

Certains partent à l'étranger, et les médias généralistes ne leur donnent plus la parole. Néanmoins, on n'a jamais autant parlé d'homosexualité et, nonobstant la propagande homophobe orchestrée dans les médias, une information est passée parmi –mais pas seulement– les milieux critiques du régime. Beaucoup de Russes ont pour le moins pris conscience de l'existence d'homosexuel/le/s. Si l'hostilité domine à leur encontre, certains se sont découvert une solidarité. «L'alliance des hétérosexuels pour l'égalité des LGBT» à Saint-Pétersbourg en est le signe.

Le projet en ligne «Enfants 404» d'Elena Klimova, portant secours aux mineurs, est une réponse humanitaire au silence imposé par la «loi-anti gay» censurant une information objective sur l'homosexualité qui, pourtant, a été écartée, en 1999, de la liste des maladies mentales en Russie (auparavant elle était considérée comme une «déviance»).

Non seulement la loi «anti-gay», mais aussi la nouvelle législation sur les organisations non commerciales (loi sur les agents étrangers de juillet 2012), servent à tracasser les militants. Se distanciant de la politique, l'initiative «Enfants

404», l'association «Coming out» de Saint-Pétersbourg, l'organisation «*Rakurs*» d'Arkhangelsk n'en subissent pas moins les foudres de la justice russe.

Proscrits à l'époque soviétique, les homosexuel/le/s sont aujourd'hui confrontés à des injonctions contradictoires. Puisqu'ils sont assignés au cosmopolitisme et à la «traîtrise» qu'elle impliquerait, un peu à la manière des Juifs soviétiques, dont l'émigration avait été massive, leur quotidien est parfois semblable à celui d'émigrés de l'intérieur. Soutenant l'annexion de la Crimée et ne se distinguant à cet égard en rien de la majorité de la société russe, beaucoup d'homosexuels ne partagent pas les positions de militants qui y sont majoritairement opposés et ils n'hésitent pas à retourner l'accusation de traîtrise sur ces derniers qu'ils accusent d'usurper leur représentation. La défense de leurs droits qu'offre l'Union européenne en exemple peut apparaître lointaine à certains, dans un pays où il n'y a pas d'État de droit et où l'arbitraire de l'administration est vécu comme une évidence quotidienne pour la majorité de la population. Alors que la légalisation du mariage gay en France a servi d'épouvantail aux médias russes, la loi «anti-gay» a provoqué des solidarités internationales s'y opposant, ce qui a permis un soutien ne serait-ce que symbolique aux militants sur place, mais sa dénonciation a parfois pris des formes curieuses dans les médias français: réduire la Russie à l'autre homophobe, n'est-ce pas conforter finalement le discours officiel se réclamant d'une «tradition» constitutive d'une identité nationale russe nécessairement hétérosexuelle?

La société russe n'est pas cette société traditionnelle que la classe politique se plaît à décrire. Cette dernière dénonce l'homosexualité en se fondant sur un modèle familial fantasmé qui est propagé au sein d'une société russe en quête d'une identité. Dans le discours, elle est décrite par des Russes comme un choix de vie «anormal» (*nenormalnoe*) et est comprise souvent comme «lacunaire» (*nepolnotsennoe*). En pratique pourtant, hétérosexuelles comme homosexuelles, de nombreuses femmes conçoivent le projet d'avoir un enfant sans se poser nécessairement la question d'être en couple. L'investissement idéologique prêté à l'homosexualité par la loi «anti-gay» favorise la légitimation d'une homophobie dont la violence dans les discours voire dans les actes est inouïe.

Note :
[1] Abréviation pour désigner les lesbiennes, les gays, les bisexuel(le)s, les transgenres, les queers (les «questioning») et les intersexes. On ajoute parfois un A pour les asexués. Cette abréviation est reprise par certains militants russes, rejetée par d'autres.

Vignette : «Enfin!» ou comment célébrer l'abrogation de l'article anti-sodomie 121 en 1993 (merci à Mona Claro d'avoir proposé cette photo).

* Membre du CERCEC (EHESS).

date créée
02/04/2015
Champs de Méta
Auteur-article : Arthur CLECH*